

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3689 - vendredi 07 Août 2020 - Prix : 200 Fc

SÉMINAIRE GOUVERNEMENTAL SUR LE PDI

Place aux actions pour le développement



Seminaire gouvernemental sur le PDI

Partie intégrante de la Conférence de Paris de décembre dernier et du Plan Comores Emergentes, le Plan de Développement Intérimaire est lancé hier jeudi. Un moment déterminant pour le gouvernement pour mettre les bouchées doubles afin de réduire la pauvreté, redresser les sociétés d'Etat et relancer l'économie pour atteindre l'émergence du pays à l'horizon 2030.

Dans l'objectif de refonder la nation avec un élan de développement afin de hisser le pays au rang de l'émergence, le gouvernement sous la supervision du secrétariat général du

gouvernement et du Commissariat Général au Plan (CGP) a tenu, hier, le séminaire gouvernemental sur le lancement du Plan de Développement Intérimaire (PDI) 2020-2024. Un moment de convivialité, de partage d'idées et d'exposition d'une politique devant relancer l'activité économique du pays, exposer une stratégie de lutte contre le chômage et de création d'emploi. Un plan qui constitue en soi, une partie intégrante de la Conférence des Partenaires au développement des Comores qui a eu lieu à en décembre 2019 à Paris.

LIRE SUITE PAGE 3

Prières aux heures officielles Du 06 au 10 août 2020

Lever du soleil:

06h 24mn

Coucher du soleil:

18h 02mn

Fadjr : 05h 12mn

Dhouhr : 12h 17mn

Ansr : 15h 16mn

Maghrib: 18h 05mn

Incha: 19h 19mn



ECONOMIE

Le made in Comores a la cote

Le Centre national d'artisanat des Comores (Cnac) en collaboration avec l'Agence nationale pour la promotion des investissements (Anpi) organise un salon dédié à cette thématique du 05 août au 15 août 2020. Diverses boutiques et cafés proposeront des produits locaux, dans différentes expositions dans les trois îles.

La direction nationale de l'artisanat comme celle de l'Agence nationale pour la promotion des investissements (Anpi) considère le made in Comores comme un moyen permettant de préserver les savoir-faire Comoriens et que c'est une garantie d'avoir un produit de qualité fabriquée selon des normes sociales. Ces

dernières estiment qu'acheter comorien c'est aussi l'assurance d'avoir un produit de meilleure qualité, quoique ce savoir-faire du pays ait été mis en cause dans le temps.

« On n'est pas dans un effet de vogue, disons une prise de conscience des consommateurs qui veulent de plus en plus donner du sens à leurs achats », résumait Mme Rahamatou Goulam, directrice nationale de l'artisanat. « Les citoyens sont extrêmement conscients des enjeux d'emplois, de savoir-faire, de qualité des produits et d'environnement », ajouta-t-elle lors d'une précédente sortie médiatique avant cette première édition du salon du « Made in Comores ».

La bonne nouvelle, c'est que les produits fabriqués aux Comores ne

sont pas forcément plus chers que les autres. Ceux qui commercialisent ces produits sur place en savent quelque chose. Dans le but de populariser les produits « made in Comores », le Centre national d'artisanat des Comores (Cnac) en collaboration avec l'Anpi organise un salon dédié à cette thématique du 05 août au 15 août 2020. Diverses boutiques et cafés proposeront des produits locaux, dans des différentes expositions dans les trois îles.

Si ce type d'initiatives est possible, c'est parce que de plus en plus d'entreprises se tournent vers le « made in Comores », soutenue et encouragée par le gouvernement via l'Agence nationale pour la promotion des investissements et le Centre national d'artisanat des Comores.

Cette marque « Origine des Comores Garantie », a été adoptée par la Chambre de commerce et plusieurs entreprises, se trouvant sur place notamment les hôtels Golden Tulip et Retaj. La raison, le label made in Comores est devenu « un atout d'avenir incontournable », estime Houmed Msaidi, ministre de l'économie, et de l'artisanat entre autres. « Il permet de créer de l'emploi, rassurer les consommateurs et créer de la valeur », renchérit-il.

Pour Madame Nadjate Soidiki, directrice générale de l'Anpi, ce projet revêt un ample engouement quoique le temps ne soit pas d'une portée modeste, et généreuse au vu de la situation sanitaire actuelle. Elle se félicite tout de même

sachant le succès qu'a eu l'ouverture de cette première édition, qui a vu la participation du chef de l'État, du corps diplomatique, des organisations internationales, du secteur privé...

Il est donc à noter que son ouverture a eu lieu le mercredi 05 août dans les locaux du Cnanc à Badamadji Itsandra (Ngazidja). Ensuite, il se verra exposé dans les îles sœurs notamment Anjouan et Mohéli avant de faire son retour à la Grande-comore le 15 août pour sa fermeture en grande pompe avec des multiples événements d'expositions, toujours au Centre national d'artisanat des Comores.

Andjouza Abouheire

SOCIÉTÉ

Vers la création d'un comité de prise en charge des victimes de violences sexuelles

Du 6 au 9 août, les responsables de la protection de l'enfant échantent au cours d'un atelier, sur la manière de prendre en charge psychologiquement les enfants victimes d'agressions sexuelles, lesquelles peuvent provoquer la honte, la peur et le manque de l'estime de soi chez la victime.

Rien qu'au premier trimestre 2020, 87 cas de violences sexuelles sont enregistrés dont 95% sont des fillettes âgées de 0 à 5 ans, selon le bulletin trimestriel

établi par la délégation des droits de l'homme avec l'appui de l'Unicef. Vue la cruauté de ces actes, il serait donc moins intelligent de vouloir punir les auteurs sans réfléchir sur la psychique des victimes. C'est ainsi que des officiers de police, des juges, des psychiatres et des défenseurs des droits de l'enfant sont réunis pendant trois jours dans le but de créer un comité de prise en charge psychosociale des victimes de violences sexuelles.

Pour apaiser la conscience des fillettes victimes des viols, l'Unicef

consent à se mobiliser financièrement pour la prise en charge juridique et médicale. « Nous apporterons notre assistance financière pour engager des avocats pour aller au bout des dossiers des violences sexuelles et pour assurer la santé des victimes », rassure l'émissaire du représentant de l'Unicef Marcel Ouattara. Quant à Mariama Ahamada, commissaire au genre, elle assure qu'à l'issue de leur rencontre, tous les enfants victimes des violences sexuelles peuvent bénéficier d'une assistance psychosociale

nécessaire.

En occurrence, le pays ne dispose pas des spécialistes en psychologie mais l'Unicef a déjà financé une formation prévue dans les prochains jours. « Le SUFOP déjà en partenariat avec l'Institut Supérieur pour le Travail Social (ISTS) malgache procédera à une formation continue qui durera 3 semaines en vue de renforcer les connaissances des responsables locaux de la protection de l'enfant », poursuit l'émissaire du représentant de l'Unicef, avant d'ajouter qu'un master en assistance sociale

sera introduit à l'université des Comores dès l'année prochaine « afin de garantir la prise en charge psychosociale des personnes néce-

sitaires ». Il a rassuré que les 70 millions de francs gagnés sur l'opération Riyal, attendent d'être additionnés à 3 millions de dollars promis par la Corée du Sud pour la mise en œuvre du projet de prévention de toutes les formes de violences basées sur le genre et leurs conséquences dans le pays.

Kamal Gamal

MANUTENTION AU PORT DE MORONI

Dr Mass : "Les agents de Moroni Terminal sont bien traités"

Signé en 2017, l'accord de méthode de travail entre Moroni Terminal et le syndicat du port de Moroni est là pour faciliter et respecter les droits des dockers en tant que tels. Devant les médias le lundi 3 août, Mohamed Abdou alias Dr Mass a montré les fruits de cet accord, les actions menées par Moroni Terminal et il a fini par s'exprimer sur les agressions sexuelles sur mineures.

L'homme à double casquette, communiquant de Moroni Terminal et président du syndicat des agents des trois ports des Comores s'est réjoui de l'accord sur les méthodes de travail signé entre Moroni Terminal et le syndicat du port de Moroni. Selon lui, la société chargée de la manutention du port à savoir Moroni Terminal, respecte dans les normes l'accord établi. Tous les dockers bénéficient de leurs droits comme prévu. « On a signé cet accord en juin 2017. Cet

accord consiste à protéger les droits des dockers pour qu'ils puissent bien travailler en sécurité. Aujourd'hui, chaque agent bénéficie des soins ainsi que sa famille et est adhérent de la Caisse de retraite », avance Dr Mass.

Selon l'accord, les agents du Port de Moroni doivent être bien équipés, ce qui est le cas aujourd'hui. « Effectivement, on a un vestiaire pour se changer. On peut également nous faire un avancement de salaire en cas de besoin », poursuit-il, avant de préciser que « une fois qu'un agent est malade et nécessite une évacuation, la société s'en charge. En somme, les agents bénéficient des avantages prévus par l'accord dans les meilleures conditions ».

Le chargé de communication de Moroni Terminal n'a pas oublié de citer les actes de charité de la société. « La société a octroyé 600 sacs de riz aux agents et va aussi distri-

buer des produits alimentaires aux plus démunis, aux orphelins et à la maison d'arrêt », annonce-t-il. Selon lui, la société va collaborer avec la mairie de Moroni pour distribuer ces kits alimentaires.

Par ailleurs, le président du syndicat des ports a rebondi sur les agressions sexuelles sur mineures qui sévissent ces derniers temps dans le pays. Il propose à l'Etat de construire une prison spéciale pour

ces pervers et qu'ils restent là bas jusqu'à purger leur peine une fois jugé. Il fait appel à tout le monde pour éradiquer ce fléau dans le pays.

Nassuf Ben Amad

UNION DES COMORES

Unité – Développement – Solidarité



Présidence de l'Union
Coordination de la communication

Communiqué de presse

Jeudi 6 août 2020,

Au nom du peuple comorien, le Président de l'Union des Comores, témoigne sa solidarité et son soutien envers le Président Michel Aoun et le peuple libanais, et présente ses condoléances attristées aux familles endeuillées.

Les deux explosions qui ont ravagé Beyrouth, capitale du Liban, et fait, pour le moment, 137 morts et 5000 blessés, ont plongé le monde entier dans la consternation.

Toutes les pensées du peuple comorien accompagnent le Liban dans cette douloureuse épreuve.

SÉMINAIRE GOUVERNEMENTAL SUR LE PDI

Place aux actions pour le développement

Dans son allocution, le secrétaire général du gouvernement, Idaroussi Hamadi a salué « l'aboutissement d'un travail collectif engagé » dans le but d'élaborer ce plan qui constitue un document opérationnel du Plan Comores Emergentes (PCE), un outil fondamental d'action de tous les acteurs au développement. « Le PDI porte essentiellement sur les socles, les catalyseurs et les conditions de mise œuvre du Plan Comores Emergentes déclinés en actions prioritaires [...] dans les dimensions sectorielles et transversales pour la période 2020-2024 », précise Idaroussi Hamadi. Ce dernier rappelle que « le tourisme et l'artisanat » constituent des atouts majeurs. « Le développement de l'économie bleue, la moder-

nisation de l'agriculture, la diversification de l'économie par l'industrialisation et la promotion des services financiers et des infrastructures économiques de base se réaliseront dans un environnement macroéconomique favorable et résilient au changement climatique et aux catastrophes naturelles », poursuit-il.

Pour y accéder, le SGG rappelle qu'un accent particulier est mis sur le développement du capital humain à travers le plan national de formation, du redressement des sociétés d'Etat qui constituent inévitablement les fondements et les conditions de réussite du processus d'émergence socio-économique de l'Union des Comores. Un redressement des sociétés d'Etat expliqué par Omar Bin Abdillah,

jeune cadre du CGP. Ce dernier précise que ce projet de redressement constitue le pilier du développement. Selon lui, les enquêtes effectuées ont permis de constater trois grandes problématiques majeures à l'instar de la gouvernance notamment par la dissolution des Conseils d'administration, le non-respect du ratio de la masse salariale et le non-respect en passation de marché.

Il remet en question le manque de rentabilisation des finances des sociétés d'Etat. Chiffres à l'appui, ce jeune cadre prouve qu'il y'a une diminution du chiffre d'affaires des sociétés d'Etat d'environ 30% entre 2017 et 2019. « Nos sociétés cumulent beaucoup de dettes. Ces dernières sont à peu près 25% du PIB national et sont

engendrées au niveau de l'Etat, des partenaires au développement et des sociétés entre elles », explique-t-il en affirmant que l'Etat contribue plus dont près de 50% pour une seule société. « Il est aujourd'hui important de redresser les sociétés d'Etat pour pouvoir rembourser la contribution du gouvernement et rehausser l'émergence du pays », dit-il en annonçant que cinq points majeurs ont été fixés pour lancer ce redressement en suivant le cadre de référence du FMI et en suivant les recommandations des assises.

Présent pour lancer officiellement le PDI, le président Azali Assoumani rappelle qu'il s'agit là d'une phase cruciale pour la mise en œuvre du PCE et qui va impliquer les acteurs

nationaux, internationaux et régionaux. « Le PDI [...], vise la croissance économique et la réduction de la pauvreté », annonce le Président de la République pour qui, ce plan se concentre sur la création d'emplois, l'investissement, la formation et le renforcement des capacités. Le chef de l'Etat appelle à l'amélioration de la gouvernance financière, à la disposition de ressources humaines compétentes et motivées et d'une jeunesse constituée en fer de lance du développement du pays. Raison pour laquelle, le commissaire général au plan, Fouad Goulam a annoncé l'importance de créer beaucoup d'emplois (85 milles au moins) en plus des projets de reformes.

A.O Yazid

COOPÉRATION ENTRE MORONI/JOHANNESBURG

Le renforcement de la coopération bilatérale à l'ordre du jour

Un entretien entre le président de l'Assemblée Nationale et le nouvel ambassadeur de l'Afrique du Sud, Anesh Waren Maistry a eu lieu dernièrement. Et les deux parties ont parlé de coopération bilatérale mais aussi de la gestion de la Covid-19.

Le président de l'Assemblée nationale a reçu mercredi dernier l'ambassadeur de l'Afrique du Sud auprès de l'Union des Comores. La coopération bilatérale était au cœur des discussions. Après avoir souhaité la bienvenue aux Comores à l'ambassadeur de la République d'Afrique du Sud, le président de l'Assemblée tient à remercier les autorités Sud Africains pour l'appui et le soutien apportés en vue de faciliter l'adhésion de l'Union

des Comores à la SADC. « L'Afrique du Sud et l'Union des Comores ont depuis longtemps des relations bilatérales remontant à 1993 et qui sont principalement axées sur le développement. Parmi les premières initiatives figurent l'hôtel Galawa construit et géré par Southern Sun Group, avec l'aide financière de l'Industrial Development Corporation (IDC) et d'un projet agricole géré par le Conseil de Rechihe d'Afrique du Sud », indique Moustadrane Abdou, à la sortie de cette audience.

Et parmi les réalisations de l'Afrique du Sud dans le pays, le président de l'Assemblée a cité plusieurs initiatives de renforcement des capacités et de formation qui ont été entreprises pour soutenir la fonction publique comorienne, notam-



Ambassadeur sud africain reçu à l'assemblée nationale

ment la police et les service diplomatiques. « La formation des res-

sources humaines est une priorité majeure de l'action du gouverne-

ment et elle représente un pilier essentiel dans la vision de faire des Comores un pays émergent à l'horizon 2030 », indique-t-il.

La mise en place d'une grande commission mixte Comores-Afrique Sud a été proposée lors de la rencontre et elle va permettre l'examen et l'adoption d'un Accord Général de coopération entre les deux pays et des accords sectoriels et spécifiques approuvés par les deux parties. « Nous proposerons la tenue de cette commission mixte dans les meilleurs délais pour que nos deux pays s'accordent rapidement sur les modalités devant permettre une coopération multisectorielle, fructueuse et basée sur des domaines d'intérêt commun ».

Ibnou M Abdou

Souef El-Amine : "Au revoir et à bientôt"

Après sa décoration au rang de commandeur de l'ordre du Croissant vert, par le chef de l'État, l'ancien patron de la diplomatie comorienne a eu de la part du personnel de son ministère une cérémonie d'adieu riche en émotion. Le concerné n'a pas manqué de présenter ses vifs remerciements à l'ensemble de ses anciens collaborateurs.

C'est au cours d'une cérémonie pleine d'émotions que l'ensemble du personnel du ministère des Affaires étrangères a rendu un vibrant hommage au ministre sortant Souef Mohamed El-Amine. Installé dans la cour du ministère, le personnel, envahi d'émotion, n'a pas manqué de rappeler à Souef ses qualités de grand diplomate et son apport intellectuel dans la diplomatie comorienne.

Revenant sur les hommages qui lui sont rendus par le président de la

République, l'ambassadrice Assoumani Aboudou Chaharзад, parlant au nom de l'ensemble du personnel, évoque une personnalité aux « innombrables qualités humaines et professionnelles ». « Vous faites partie de ceux qui, parmi vos homologues, ont longtemps servi ce

ministère, en qualité de chef de la diplomatie », rappelle celle pour qui le ministre sortant « cumule de nombreux succès diplomatiques, depuis 1999 ».

« Votre investissement personnel au service de votre pays restera à plusieurs égards, remarquable »,



Pot d'adieu en l'honneur de Soeuf Elamine

poursuit-elle. Mme Assoumani Aboudou Chaharзад précise que celui qu'elle considère comme « un frère » a su représenter dignement notre pays auprès des partenaires bilatéraux et au sein de des forums régionaux et internationaux, en plaçant l'intérêt suprême de la nation avant toute autre considération. « Vous avez consolidé les relations traditionnelles d'amitiés et de coopération avec les pays, en ouvrant à l'Union des Comores de nouveaux champs diplomatiques, en jouant un rôle diplomatique déterminant pour le succès des Assises nationales, en effectuant un travail considérable dans l'exécution des divers agendas du président de l'Union des Comores dans toutes ses rencontres ».

Elle poursuit en saluant le courage et l'abnégation de Souef pour la réussite de la Conférence des partenaires au développement des Comores, la bonne gestion du cyclo-

ne Kenneth et la Covid-19 ou encore le dossier de l'île comorienne de Mayotte. « Notre pays vous doit le précieux concours multiforme des pays frères et amis, des organisations régionales et internationales, des Organisations non gouvernementales, des partenaires amis des Comores et j'en passe », dit-elle.

Pour sa part, le ministre sortant salue l'apport de toute son équipe et assume tout échec essuyé pendant les trois années qu'il a passées à la tête du ministère. Malgré cela, Souef admet avoir « posé » avec toute son équipe « un socle incontournable, de réflexions et de conceptions pour la mise en œuvre de la politique étrangère ». Le ministre sortant a lancé à l'ensemble de ses anciens collaborateurs ayant reçu des diplômes de reconnaissances de sa part et son sourire chaleureux un « au revoir et à bientôt ».

A.O Yazid

SÉCURITÉ URBAINE

La brigade de M'béni rouverte

La Brigade de Mbéni est rouverte mercredi dernier en présence des autorités de la région. Lors de cette cérémonie, le commandant de la gendarmerie appelle à un soutien total de la population pour trois missions à savoir la lutte contre la violence faites aux mineurs, lutte contre la drogue et la lutte contre la propagation de la Covid-19.

Après 18 mois de fermeture du bâtiment abritant la Brigade de M'béni, elle vient d'être rouverte ce mercredi en présence des autorités locales et régionales, religieuses et sociales.

Cette brigade a été fermée par certains jeunes de cette localité au lendemain des élections présidentielles du 24 avril 2019. Suite aux efforts des autorités de la défense, le bâtiment a été réhabilité avant d'être inauguré en présence du député de Hamahamet-Mboinkou, Mohamed Abdou Mondoha, les deux préfets de Hamahamet et de Mboinkou, les trois maires de Mboinkou et Hamahamet Nyuma Msiru et Nyuma Mdro, les chefs de villages des deux Préfectures, ainsi que des personnalités politiques, religieuses et traditionnelles des 2 régions.

Dans son intervention, le commandant de la gendarmerie nationale



le appelle d'emblée les leaders et autorités de la région de Hamahamet Mboikou à soutenir la gendarmerie nationale dans ses missions. Il s'agit de la lutte contre la drogue, la délinquance juvénile, la lutte contre les

violences faites aux femmes et aux enfants et la propagation de la Covid-19. « Il faut absolument respecter les mesures de prévention contre la propagation du Coronavirus », indique le commandant Ramadhoiné Mdahoma.

Au passage, ce dernier reconnaît les efforts fournis pour arriver à cette réouverture et a remercié l'ensemble des personnes qui ont contribué à la réhabilitation des locaux à savoir le cabinet de la défense et le chef d'Etat-Major. « Nous avons fait notre devoir. Il ne reste que le votre », conclut le commandant de la gendarmerie.

Ibnou M Abdou

FORMATION DES ARBITRES

Le football évolue, l'arbitrage doit s'adapter aussi

Les 23e hommes sur le terrain viennent de suivre un stage de formation d'une durée de 5 jours. Ces 22 stagiaires ont été techniquement encadrés, au complexe omnisports de Maluzini, par des instructeurs nationaux de la Caf/Fifa. De hautes personnalités footballistiques, dont la présidente du CoNor, Kanizat Ibrahim, ont pris part à la cérémonie de clôture, tenue au même lieu, le 6 août 2020. Une remise d'attestations de participation a mis fin à l'ambiance.

Ces arbitres, les uns internationaux, les autres fédéraux, et une 3e catégorie de la Ligue, exerçant exclusivement à Ngazidja, n'ont pas effectué une balade de santé. Du 2 au 6 août 2020, matin et après-midi, ils étaient en plein travail. La formation était scindée en deux parties : la théorie dans une salle, et la pratique sur la pelouse. Le dernier palier s'est caractérisé par un test physique. Pendant ces cinq jours, le geste barrière, masques et distanciation, a été strictement respecté. En 2019, les mêmes instructeurs, Dr Moussa, Ibrahim Saïndou, Elamine Ali Mbaraka et Zeodine Abdou ont dirigé un stage de formation des filles-arbitres. Et curieusement aujourd'hui, elles ont brillé par leur absence.

Le Comité de Normalisation (CoNor) pour la Fédération de Football des Comores est-il hostile à la politique pour la promotion du genre ? Kanizat bondit : « Non, au contraire ! Le football féminin nous préoccupe considérablement. La femme doit faire du sport. Le football peut servir de tremplin pour son épanouissement. Ailleurs, cette discipline évolue bien. Pourquoi pas aux Comores ? Vous vous rappelez de la performance encourageante réalisée par nos U17 féminin à Maurice. Le pays regorge du potentiel. Le sport est un centre d'efforts et une école de discipline. Les

parents doivent se montrer ouverts, collaborateurs et rassurés. Nous partageons la même préoccupation : l'essor de la femme à partir du

sport».

En clair, la présidente du CoNor fait de la valorisation du football féminin par l'encadrement technique

approprié de femmes-arbitres comme un cheval de bataille. « En 2021, une série de formations des filles-arbitres auront lieu ici. Soyez

rassuré », informe Zeodine, coordinateur national du département des arbitres. La formation des 23e hommes sur le terrain insulaires brille également dans le planning du CoNor, qui a accordé un précieux appui aux diverses sessions en perspectives. La base des différentes allocutions prononcées a gravité autour du développement des arbitres comoriens et la multiplication des arbitres Caf/Fifa. Lors de la remise des attestations, le climat s'est caractérisé par une euphorie générale : les instances coordonnatrices pour la réussite de l'apprentissage, et les stagiaires pour les bagages acquis. Arbitres comoriens, soyez des hommes de terrain intègres, équitables et respectueux. « Les bons arbitres doivent se distinguer par trois qualités : honnêteté, persévérance et assiduité. La balle est dans votre camp », conclut Kanizat Ibrahim.



Formation des arbitres

Bm Gondet



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Appel à candidatures pour la 8ème édition du SAIIT, Brazzaville-2020

Yaoundé, 2 juillet 2020

L'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) organise du 15 au 18 Octobre 2020 à Brazzaville (Congo), la 8ème édition du Salon Africain de l'Invention et de l'Innovation Technologique (SAIIT) sous le thème « Propriété Intellectuelle, Innovation et défis sanitaires ».

Le SAIIT a pour objectifs :

- de détecter et de faire émerger les meilleurs résultats de recherche, inventions et innovations technologiques susceptibles d'aboutir à la création d'entreprises dans les États membres de l'OAPI ;
- de promouvoir les projets innovants et / ou nouveaux produits ou services.

Le présent appel à candidatures est lancé pour sélectionner les meilleures inventions et innovations technologiques relevant prioritairement de la santé et des domaines connexes.

Cet appel à candidatures est ouvert aux inventeurs, aux chercheurs, aux institutions de recherche & développement, aux établissements

d'enseignement, aux écoles d'ingénieurs et aux entreprises des Etats membres de l'OAPI.

La sélection des inventions et innovations technologiques se fera sur la base des critères de nouveauté, de niveau d'inventivité et d'opportunité commerciale.

Plusieurs prix dont le Grand Prix du Président de la République du Congo seront décernés aux meilleures inventions et innovations technologiques présentées au SAIIT.

Les dossiers de candidatures peuvent être déposés au siège de l'Organisation, auprès des Structures Nationales de Liaison avec l'OAPI (SNL) ou par voie électronique à l'adresse : oapi@oapi.int. La date limite de réception des candidatures est fixée au 21 août 2020.

Les renseignements complémentaires et les formulaires d'inscription sont à trouver sur les sites web : www.oapi.int ou www.oapi.int/saiit.

A Propos de l'OAA...

L'OAPI est l'Office intergouvernemental des 17 Etats membres chargé de délivrer les titres

de propriété industrielle, notamment les brevets d'inventions et les certificats d'enregistrement des marques de produits ou de services, des dessins ou modèle industriels et des obtentions végétales. L'OAPI est également l'agence chargée de promouvoir l'utilisation stratégique de la propriété intellectuelle à des fins de développement dans les Etats membres.

États membres de l'OAPI :

Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République Centrafricaine Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.

ORGANISATION AFRICAINE DE LAPROPIÉTÉ INTELLECTUELLE (OAPI)

Place de la Préfecture
B.P. 887 YAOUNDE, Cameroun
Tél. (+237) 222 205 700/699 314 6721677 314 084